

combats. Nous devons renforcer la Convention, en élargissant son application aux conflits internes aussi bien qu'internationaux et en insistant sur des mesures de vérification efficaces qui permettent d'en assurer le respect. J'ai demandé à mes collaborateurs de constituer un groupe de travail pour étudier les autres initiatives qui pourraient être prises au cours des prochains mois, et je suis impatient d'échanger avec les ministres des idées sur cette question.

Deuxièmement, nous devons revoir en profondeur les activités de l'ONU dans les domaines économique et social.

Je ne crois pas trahir la pensée de la majorité des membres de cette assemblée en exprimant de sérieuses préoccupations face à ce qu'il faut bien appeler la dérive du système onusien dans les questions économiques et sociales. Autant le débat entre nous est vif et productif quand il s'agit du mandat de l'ONU en matière de paix et de sécurité, autant il reste flou et éparpillé quand nous abordons les problèmes économiques et sociaux.

Tout n'est pas à refaire, loin de là. Certaines réformes ont déjà été introduites et, pour n'en citer qu'une, nous nous réjouissons de la décision de confier à l'administrateur du PNUD [Programme des Nations Unies pour le développement] des responsabilités de coordination pour l'ensemble du système. Mais à un moment où des grands secteurs de l'activité économique internationale échappent au contrôle des États, et où les ressources consacrées à la coopération internationale et au développement sont soumises à des contraintes de toutes sortes dans tous nos pays, il faut oser repenser le rôle et le mandat de toutes nos institutions multilatérales, y compris celles de Bretton Woods. Le Sommet économique des sept qui se réunira à Halifax au Canada l'an prochain abordera ces questions et elles devront faire l'objet du débat le plus large possible au sein de toutes les instances concernées. Le Canada pour sa part est prêt à procéder à une réévaluation de tous les éléments de notre système multilatéral dans les domaines économique et social. Il faut si nécessaire reposer la question de la pertinence de certaines institutions et trouver une vraie réponse au problème des dédoublements.

Monsieur le secrétaire général, nous attendons beaucoup du prochain chapitre de votre Agenda pour le développement. Nous partageons à bien des égards votre vision du développement, qui englobe toutes les facettes de l'activité humaine et en particulier les dimensions sociales dont on mesure enfin toute l'importance mais qui sont encore mal intégrées à nos stratégies de développement. Il faut maintenant traduire cette vision en nouvelles priorités opérationnelles et adapter en conséquence nos institutions et nos structures. N'hésitez pas, monsieur le secrétaire général, à nous proposer des réformes radicales s'il le faut. Ensemble, nous pouvons redonner au système des Nations Unies sa pertinence et son leadership. Nous devons l'adapter aux